

Subhi Hadidi  
Ziad Majed  
Farouk Mardam-Bey

DANS LA TÊTE  
DE BACHAR AL-ASSAD

essai

SOLIN  
*ACTES SUD*



## INTRODUCTION

Pendant les trente ans de son règne (1970-2000), Hafez al-Assad a fait froidement couler des rivières de sang en Syrie et alentour. Ce qu'il avait surtout dans la tête, et qu'il a légué à son fils Bachar, se résumait dans ces trois slogans scandés par ses partisans dans les "marches populaires spontanées" : "Assad pour l'éternité", "Assad sinon personne", "Assad sinon nous brûlons le pays". Tout le reste – les mots d'ordre du parti Baath<sup>1</sup> (Unité, Liberté, Socialisme) auquel Hafez avait adhéré depuis sa première jeunesse, ou ses professions de foi reprises par Bachar sur la souveraineté nationale, l'arabité, la cause palestinienne, la lutte contre le sionisme et l'impérialisme, le développement économique, la modernisation – convergeait vers cet objectif primordial : se maintenir éternellement au pouvoir.

---

1. Le Baath (parti de la Résurrection arabe socialiste), parti nationaliste panarabe fondé en 1947, s'est emparé du pouvoir en Syrie en mars 1963 par un coup d'État militaire. Deux putschs internes furent ensuite menés par des officiers baathistes en février 1966 et en novembre 1970, le dernier par le général Hafez al-Assad, à l'époque ministre de la Défense. Voir chapitre 3, p. 75.

“Brûler le pays” était une menace suspendue en permanence au-dessus de la tête des Syriens ; à partir du soulèvement populaire, déclenché en mars 2011, ce sera une stratégie de survie, mise progressivement en application par un régime aux abois.

On attribue à Bachar d’avoir dit dans une réunion du Commandement régional du Baath, en présence des chefs des services de renseignement, que “Hafez al-Assad gouvernait la Syrie d’outre-tombe”. Ce n’était pas, ou pas seulement, une façon de les intimider, mais plutôt une promesse : il n’a nullement l’intention de mettre fin au despotisme et à la corruption qui sont les piliers du régime patiemment construit par son père, la garantie de ses équilibres internes et d’un partage plus ou moins équitable du butin extorqué à la population sous le contrôle du noyau central – et familial.

Il reste que ce gouvernement des vivants par les morts auquel Bachar semblait très attaché n’est pas sans lien avec le narcissisme qui, selon ceux qui l’ont côtoyé, est le trait dominant de son caractère. Son père a toujours été pour lui une référence obligée, mais il était aussi habité par le désir de le tuer. Non, certes, pour effacer sa mémoire, mais pour accrocher à son nom son propre prénom. Le père gouverne encore parce que son héritage est intouchable, mais il faut le tuer pour que ce précieux patrimoine fructifie et porte désormais le prénom du fils.

Il est intéressant à cet égard de relire un entretien de Bachar au *New York Times* daté du 1<sup>er</sup> décembre 2003. L’agence de presse officielle et tous les médias syriens ont gommé de la traduction arabe le passage dans lequel il répondait à cette question du

journaliste : “On parle beaucoup en Égypte de la succession du président Moubarak, et certains disent que ce ne sera pas comme en Syrie. Y voyez-vous un manque de considération à votre égard ?” Bachar rétorqua : “Non, car ce n’est pas le président Hafez qui m’a conduit vers le pouvoir. Quand il est mort, je n’occupais aucun poste. Il vaut mieux que vous posiez votre question au peuple syrien. Consultez les enquêtes de CNN ou d’autres télévisions auprès des Syriens, et vous constaterez que c’est par leur volonté que j’ai accédé au pouvoir et non parce que le président Hafez l’avait décidé.”

Bachar a probablement voulu montrer, une fois encore, qu’il était beaucoup plus que le successeur désigné de son père lorsqu’il a initié sa stratégie de la terre brûlée en donnant l’ordre aux services sécuritaires, en mars 2011, de tirer sur les manifestants à Deraa, la ville où tout a commencé. C’était sa manière de réagir à des revendications parfaitement légitimes de ces Syriens qui l’avaient, selon lui, choisi de leur plein gré comme président. Ce faisant, il a commis trois fautes politiques et morales qui ont mis le feu aux poudres.

La première résidait dans sa certitude, due à un mélange d’orgueil et d’aveuglement, que les manifestants, qui ne réclamaient alors que la “réforme du régime”, n’étaient qu’un groupe d’“infiltrés” et d’“agents de l’étranger”. Les Syriens ne lui avaient-ils pas toujours fait allégeance ? Sinon, que signifiaient ces innombrables portraits sur lesquels il est écrit : “Nous t’aimons” ? C’est ce qui l’a incité à croire que la violence la plus extrême était le bon moyen de ramener dans le troupeau quelques brebis égarées. À l’époque,

de hauts responsables dans la région furent surpris de le voir répondre à des manifestations pacifiques par des tirs à balles réelles et tentèrent de le raisonner.

La deuxième faute était de sous-estimer la portée symbolique, avant d'être proprement religieuse, de l'opération militaire menée contre la mosquée Al-'Umarî où s'étaient réfugiés les manifestants, et parmi eux beaucoup de blessés, qui n'étaient même pas armés de cailloux pour se défendre. Et le plus offensant fut le grossier montage médiatique qui s'ensuivit, quand les agresseurs ont introduit dans la mosquée des armes et des liasses de dollars que les caméras des télévisions ont filmées pour prouver que les manifestants étaient des agents stipendiés de l'impérialisme.

La troisième, enfin, était l'insupportable mépris avec lequel Bachar a traité les habitants de Deraa, en leur envoyant comme médiateur le général Rustom Ghazali, l'un de ses sbires les plus haïs aussi bien en Syrie qu'au Liban, où il avait sévi pendant plus d'une décennie. Et pendant que son émissaire tergiversait, des unités militaires assiégeaient la ville, coupaient l'électricité et tous les moyens de communication, avant de lancer leur assaut contre la mosquée.

Ce n'était qu'un début qui annonçait ce qui allait suivre, jusqu'à l'usage des barils d'explosifs et des armes chimiques, et jusqu'à livrer le pays à l'Iran et à la Russie.

Aujourd'hui, sept ans plus tard, les Syriens se retrouvent dans une situation qu'ils ne pouvaient imaginer dans leurs pires cauchemars : le pays a été effectivement brûlé, sa population décimée, les haines ethniques et confessionnelles se sont exacerbées, et

---

Bachar est toujours là, paonnant dans les décombres. Qu'advient-il de lui dans un mois, ou deux, ou dix ? Son sort dépend de l'évolution du rapport de force entre les puissances régionales et internationales qui s'affrontent en Syrie et qui pourrait décider ses protecteurs russes à lui fixer une date de péremption. N'en déplaise à ses partisans qui tapissent les murs de ses portraits et lui déclarent leur flamme amoureuse.





## LA FAMILLE, LA SECTE, LE CLAN

Dans les années 1930, la famille d'Ali Sulayman al-Wahch offre un portrait miniature de la société qui anime le village de Qardaha. C'est ici que naît Hafez al-Assad (1930-2000), dans ce hameau typique des villages montagneux du littoral syrien, où la minorité nosaïrite – rebaptisée “alaouite” par les autorités du mandat français<sup>1</sup> – trouva refuge face aux persécutions menées par des autorités sunnites au cours des règnes mamelouk puis ottoman. Ali Sulayman n'est pas à proprement parler un homme pauvre, puisqu'il détient une parcelle de terre qu'il exploite avec sa vaste famille. Il n'appartient cependant pas à la catégorie supérieure des propriétaires terriens et des notables de Qardaha, comme la famille Al-Khayyer par exemple. Ali se maria deux fois<sup>2</sup>. Naïssa, sa seconde épouse de vingt ans sa cadette,

---

1. Le 25 avril 1920, à San Remo, la Société des Nations confia à la France un mandat sur la Syrie et le Liban. L'évacuation des derniers soldats français de Syrie eut lieu le 17 avril 1946.

2. Voir Patrick Seale, *Asad of Syria: The Struggle for the Middle East*, University of California Press, Berkeley, 1988. L'auteur a mené une enquête assez poussée auprès de la famille.

donnera naissance à Hafez, Jamil (1933), Rifaat (1937) et Bahija (1938), qu'elle élèvera dans une maisonnette en pierre composée de deux pièces, semblable à celles des frères et sœurs de Sulayman et, plus largement, aux logis de Qardaha de l'époque. En 1927, pour des raisons encore inconnues à ce jour, la famille Al-Wahch changea de patronyme et prit le nom d'"Al-Assad". Au fil du temps, Ali Sulayman sut se rapprocher de la notabilité communautaire et des chefs de clans. Tant et si bien qu'en 1936 son nom figurera parmi les six dignitaires alaouites qui signent le mémorandum adressé à Léon Blum, alors président du Conseil, lui demandant de garantir la liberté et l'indépendance de la "nation alaouite" face à la "mentalité islamique en Syrie".

La famille Assad est l'une des trente-deux subdivisions (*afkhâdh*) que comptent les quatre grandes branches claniques alaouites : Al-Kalbiyya, Al-Haddâdîn, Al-Khayyâtîn et Al-Matâwira. Le village d'Ali Sulayman était d'ailleurs surnommé "Al-Qardaha al-Kalbiyya", en raison de la prépondérance de ce clan parmi ses habitants. Les clans n'avaient pas de chef unique, qui aurait été désigné ou élu d'une façon ou d'une autre. La prééminence au sein du clan procédait de l'ascendant économique, de la notoriété familiale ou encore de la solidité des liens entretenus avec les différentes autorités centrales. Dans ces villages des montagnes côtières, les alaouites étaient dans leur écrasante majorité des *murâbi'*, des métayers qui ne percevaient que le quart des récoltes qu'ils cultivaient sur les terres de propriétaires, sunnites ou chrétiens la plupart du temps. Leur production se résumait au tabac, aux olives et aux agrumes.

C'est sur cette toile de fond sociale, clanique et économique que s'éveillera la conscience de Hafez al-Assad. Selon toute vraisemblance, elle imprimera profondément son univers mental, conditionnera sa ligne de conduite tout au long de sa vie et se transmettra par conséquent à ses fils. Pour autant, qualifier d'"alaouite" le régime que Hafez a édifié est inexact au sens politique et sociologique, ou même commun, du terme. Parce que les composantes de ce régime – aussi bien dans les appareils de sécurité, l'armée, le parti, le conseil des ministres ou la haute administration – comptent des musulmans sunnites, druzes et ismaéliens, et des chrétiens catholiques, orthodoxes et protestants. Cela tient d'une part à la nature composite de la société syrienne elle-même. Mais cela tient également au fait que Hafez, qui s'est emparé de la présidence par un coup d'État blanc mené le 16 novembre 1970 contre ses camarades du parti Baath au pouvoir, a veillé à préserver cette diversité en appâtant l'ensemble des communautés religieuses et en les impliquant, à divers degrés, dans la mécanique du pouvoir afin de les maintenir, au bout du compte, sous son contrôle.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que ce régime n'est pas confessionnel. Hafez a bel et bien souhaité mettre en place une sorte de complicité entre les minorités face à la majorité arabe et sunnite (plus de 70 % de la population syrienne) dont les membres se sont vus dépossédés de toute efficience au sein des appareils de sécurité et de l'armée. De même qu'ils se sont vu interdire l'accès au cercle décisionnel restreint, au cœur du régime. En contrepoint, le régime a scellé de solides alliances avec les grands commerçants sunnites,

notamment à Damas, à Alep et dans les différents pays d'émigration. Plusieurs hauts gradés et responsables alaouites ont par ailleurs conclu des partenariats d'affaires avec eux (Rifaat, le frère du président syrien, en est un exemple édifiant).

Naturellement, en amont de tout cela, Hafez a pris une série de mesures méthodiques visant à enrôler la grande majorité des alaouites, et ce à plusieurs niveaux. En attirant le chaland tout d'abord, en achetant son allégeance par l'octroi de toutes sortes d'avantages. Puis en creusant un fossé moral entre les alaouites et le reste des Syriens, par l'implication des premiers dans les sales besognes des appareils de sécurité. Pour aboutir à cette situation : les alaouites contrôlent 90 % des fonctions supérieures et des postes sensibles au sein des renseignements, de l'armée et des instances économiques, ce qui permet d'amasser des fortunes en toute illégalité. Certaines franges de la population alaouite sont cependant restées sur la touche, sans accès aux privilèges. Ce sont les dynamiques sociales, démographiques et géographiques à l'œuvre dans les villages montagneux du littoral syrien, qui ont assuré un minimum de partage des bénéfices entre les alaouites jouissant des avantages et ceux qui en étaient privés.

#### INFLUENCES NOSAÏRITES

Au cœur de cet agencement constituant la base du pouvoir, les principes de la doctrine nosaïrite (l'appellation d'origine et la plus précise) ont influencé, plus ou moins directement, la conduite des dirigeants

alaouites<sup>1</sup>. À l'origine, le nosaïrisme constituait un groupe de *ghulât* ("dépassant les limites", littéralement) au sein du chiïsme<sup>2</sup>, qui apparut en 850, lorsque Abû Shu'ayb Muhammad ibn Nusayr, depuis son village aux environs de Bagdad, décréta qu'il était *al-Bâb* (la Porte). C'est-à-dire le représentant légitime de l'ensemble des imams chiïtes et notamment d'Al-Hassan al-'Askari, le onzième imam selon la croyance chiïte duodécimaine. La doctrine d'Ibn Nusayr fusionnait les principaux axiomes chiïtes basés sur l'allégeance au quatrième calife 'Ali avec des croyances chrétiennes, mais aussi païennes perses comme le mazdakisme. Cela vaudra à la secte un coup dur, porté en 1305 par l'illustre jurisconsulte sunnite Ahmad ibn Taymiyya qui émettra une fatwa accusant les nosaïrites d'être des mécréants et des ennemis des musulmans, qui "causent plus de préjudice à la communauté de Muhammad que les infidèles belligérants comme les Mongols, les Francs et d'autres". Allant plus loin encore, Ibn Taymiyya prohibera l'union matrimoniale avec eux, la prière funéraire islamique pour leurs morts et leur inhumation dans les cimetières musulmans.

Après la mort de Muhammad ibn Nusayr en 873, ses enseignements seront conservés par quelques-uns de ses adeptes dans le plus grand secret, plaçant ainsi

---

1. Parmi les meilleures études en français, voir René Dussaud, *Histoire et religion des nosairis*, Paris, Librairie Émile Bouillon, 1900.

2. L'une des deux grandes branches de l'islam, nettement minoritaire par rapport au sunnisme (15 % de l'ensemble). Les chiïtes pensent que le seul successeur légitime du prophète Muhammad était son cousin et gendre 'Ali ibn Abî Tâlib – légitimité transmise à ses descendants.

le principe de la *taqiyya* (dissimulation de la foi) au fondement de la secte. Le nosaïrisme sera classé au nombre des sectes ésotériques, les jeunes hommes de père et de mère nosaïrites pouvant seuls être initiés aux secrets de “la religion”. C’est avec Abdallah al-Husayn ibn Hamdân al-Khusaybi, qui vivait dans le sud de l’Irak lorsqu’il embrassa la doctrine en 926, que le nosaïrisme prit une ampleur politique et géographique différente. Al-Khusaybi s’établit dans le nord de la Syrie, où il fonda un premier foyer nosaïrite dans la bourgade de Harran, puis d’autres par la suite dans différents villages montagneux de la région côtière syrienne. Le troisième grand personnage fut Maymoun ibn Qâsim al-Tabarâni. Ce dernier quitta Tibériade pour la Syrie, où il profita de l’accalmie de la répression contre les nosaïrites occasionnée par la première croisade en 1097, pour uniformiser les enseignements de Muhammad ibn Nusayr et réunir l’ensemble des clans nosaïrites jusqu’alors cloisonnés dans leurs différents refuges. La quatrième grande figure de l’histoire de la secte est Al-Hassan al-Makzoun al-Sinjâri, cet *émir* irakien de Sinjar qui, à la demande des nosaïrites, vint leur prêter main-forte avec son armée en 1220, et défit leurs adversaires kurdes et ismaéliens.

Au cœur des préceptes du nosaïrisme, la hiérarchie socioreligieuse occupe une place prépondérante. Ainsi se distinguent la personne du dirigeant, *al-walî*, ou du chef, *al-muqaddam*, ainsi que les fonctions subalternes qui lui sont attachées : les *ru’asâ’* (présidents), les *nuqabâ’* (préfets), les *nujabâ’* (patriciens), les *mukhlisoun* (loyaux), et les *mumtahanoun* (éprouvés). S’y ajoute la figure du cheikh, chargé de la perception des taxes

(dites “*zakât*”), de l’officialisation des mariages et de l’enseignement de la religion aux jeunes hommes pressentis pour préserver le secret et la *taqiyya*. Ce n’est que tardivement, après des siècles de persécution mamlouke et ottomane, que les fonctions de *muqaddam* et de cheikh ont tendu à se confondre, notamment au cours du mandat français et de l’octroi aux nosaïrites d’un État indépendant (1922-1936) à l’intérieur de la Syrie. Ce fut le cas sous le pouvoir (*za’âma*) de Jaber Abbas, le chef du clan des Khayyâtîn, et de son concurrent Ibrahim al-Kinj, le chef du clan des Haddâdîn, puis de Sulayman al-Murchid, qui fut à la fois chef de clan, cheikh et “prestidigitateur, jongleur et magnétiseur” si l’on se réfère à un rapport des renseignements français daté du 30 janvier 1924<sup>1</sup>. De fait, dans l’histoire moderne du nosaïrisme, le cas d’Al-Murchid est tout à fait singulier. Bassem Sulayman Younes n’était qu’un simple berger, avant de produire prodiges et miracles qui lui valurent le qualificatif d’*Al-murchid* (le guide). Il prit la tête de sa communauté villageoise à Joubet Birghâl, fonda un clan, intégra la franc-maçonnerie, dont la loge de Lattaquié était affiliée au Grand Orient de France, et finit par être élu au Parlement. Il mena deux rébellions en 1946 puis en 1950 qui le conduisirent avec son fils Mujib à la potence. Un autre parcours atypique, antérieur à celui d’Al-Murchid, fut celui d’Ismâïl Kheir-Bek qui, bien qu’originaire de la

---

1. “Note de renseignement”, 6 (160/SR), 5 fév. 1924, MAE-Bey-1986. Voir Gitta Yaffe et Uriel Dann, “Suleiman al-Murshid: Beginnings of an Alawi Leader”, *Middle Eastern Studies*, vol. 29, n° 4 (octobre 1993).